

Rassurez-vous, les riches ne manqueront de rien

Cette fois on y est, **la crise sanitaire que l'on redoutait depuis l'émergence de nouveaux virus** (Ébola, grippe aviaire, H1N1...) s'est produite, largement diffusée grâce aux voyages aériens. Etions nous prêts ? L'avenir nous le dira, mais ce que l'on sait déjà c'est que la crise des hôpitaux, générée par des politiques visant sans cesse à des économies budgétaires sur le dos des personnels de santé et des malades, aura un impact.

En effet, **les hôpitaux publics sont exsangues** après les attaques menées par les Ministres Bachelot, Daubresse, Bertrand, Touraine, Buzyn et maintenant Véran . **Les personnels, déjà épuisés**, doivent faire face à la pire crise sanitaire de la 5^{ème} République et le gouvernement mobilise, réquisitionne le ban et l'arrière ban des professions de santé jusqu'aux étudiant.es de 2^{ème} année d'IFSI (Instituts de Formation en Soins Infirmiers).

Pour résoudre cette crise sanitaire, le confinement est de rigueur, les contacts humains doivent être limités au strict minimum et les lieux de loisirs, de culture et d'éducation doivent être fermés à la population.

Pendant ce temps, dans leurs quartiers privés, dans leurs cliniques privées, dans leurs clubs privés... rassurez-vous, les riches ne manqueront de rien.

Dans son discours du vendredi 13 mars, **le Président a semblé découvrir les vertus des services publics**, notamment celui de santé, pour gérer une crise de cette ampleur et en amoindrir les effets. On ne peut que s'en féliciter même si, à peu près à la même époque l'année dernière, ce même Président découvrait les vertus de la démocratie participative et de la consultation populaire après la contestation durable et musclée des gilets jaunes. On sait ce que cela a donné !

Dans ce même discours, **il dit**, comme il y a un an, **qu'il y aura « un avant et un après »** et se dit prêt, juré-craché et la main sur le cœur, à revoir les règles de l'économie libérale et du marché à qui, non, vraiment non, on ne peut pas confier le bien commun : **« Déléguer notre alimentation, notre protection, notre capacité à soigner, notre cadre de vie, au fond, à d'autres est une folie. Nous devons en reprendre le contrôle... »**

Alors la FSU 22 dit « chiche ! ».

M. Le Président de la République, **nous vous prenons au mot et vous demandons** solennellement, pour que vos paroles aient du sens, **qu'après la crise :**

- vous **abrogiez la loi dite de « transformation de la Fonction publique »**,
- vous **abandonniez les suppressions de postes** de fonctionnaires,
- vous **revalorisiez les salaires** de l'ensemble de la Fonction publique,
- vous **augmentiez les budgets** de tous les services publics à hauteur des besoins de la population,
- vous **mainteniez le système actuel de retraites**, les régimes spéciaux et le code des pensions civiles et militaires,
- vous **développez un véritable service public de l'alimentation** orienté vers la relocalisation des productions et une production via une agriculture paysanne biologique,
- vous **relancez une politique de développement des transports en communs**, notamment ferroviaires, **de production massive d'énergies renouvelables** et d'amélioration des caractéristiques énergétiques des logements déjà construits.

Si tel n'était pas le cas, n'espérez pas, M. le Président, la reconnaissance des français.es et que la contestation sociale s'éteigne. Plus que jamais, si, encore une fois, ce n'était que des paroles en l'air, **c'est l'amertume et la colère que vous récolteriez... jusque dans les urnes !**

Saint-Brieuc, le 19 mars 2020,
Olivier Debretagne
Secrétaire départemental de la FSU 22